

MANIFESTATION ■ Employés de Brun, Steco, élus et syndicats unis pour défendre les emplois du Pithiverais

Cortège de 250 personnes dans la rue

Des salariés des principales entreprises menacées ont donné de la voix, samedi, avec FO, la CGT, la CFDT et des élus. Une manifestation symbolique à Pithiviers.

Lilian Maurin

lilian.maurin@larep.com

Pour une fois, forces de l'ordre et syndicats tombent d'accord sur un chiffre : environ 250 personnes ont défilé dans les rues de Pithiviers, samedi matin. À défaut d'être historique, ce 29 octobre 2011 sera un symbole. Celui de l'union, au moins une heure et demie sous un ciel gris et quelques gouttes de pluie.

Pour « une cité industrielle où l'on puisse vivre »

Union parce qu'aux salariés de Reliures Brun (arts graphiques, Malesherbes), en tête de cortège, se sont greffés ceux de Steco Power (batteries, Outarville), quelques discrets

Gainair (gainés, Autuy-sur-Juine), un cheminot de région parisienne, un peu de Maury (imprimerie malesherboise) et des sympathisants.

Union, aussi, parce qu'au cœur du défilé, élus de droite et de gauche, maire, adjoint, sénateur, conseiller général ou régional ont apporté leur soutien.

À l'image de Marie-Françoise Fautrat (UMP), premier-magistrat de Nangeville, présidente de la Communauté de communes du Malesherbois et élue à la Région, « touchée » par la situation de Brun, impatiente de savoir les conditions d'un éventuel repreneur.

Jean-Pierre Sueur, parlementaire PS, est, lui, convaincu d'une reprise. Quant à Steco, l'attente, toujours l'attente. La piste du sud-est asiatique est-elle la bonne ? Une certitude : la volonté du sénateur d'intervenir auprès du ministère du Travail au sujet du Fonds national de l'emploi, en cas de coup dur (lire par ailleurs). Et Gainair ? L'avenir est très incertain.

Union, enfin, des syndi-



PARCOURS. Partis de l'ancienne gare, les manifestants sont allés jusqu'au marché.

cats. « Ensemble, sauvons l'emploi dans la localité de Pithiviers », appelle un tract de la CGT. « Pour que le Pithiverais soit une cité industrielle où l'on puisse vivre », lance au micro un représentant FO. Et d'ajouter : « Nous sommes trois syndicats, nous pouvons vous aider. Il ne faut pas crever seul. » La CFDT, elle, « espère que ce qui a été fait » samedi

■ Et le Fonds national de l'emploi ?

Samedi, Jean-Pierre Sueur, sénateur PS du Loiret, a évoqué sa volonté d'intervenir auprès du ministère du Travail concernant le Fonds national de l'emploi (FNE). Selon le parlementaire et divers sites sur la Toile, ce « dispositif des préretraites publiques est désormais fermé ». Il offrait la possibilité aux structures qui pensaient licencier pour motif économique d'établir une convention FNE. En partie financée par l'État, elle offrait aux employés d'au moins 57 ans de partir en préretraite totale, tout en étant indemnisé jusqu'à l'âge auquel ils pouvaient prétendre à une retraite pleine.

« va porter ses fruits ».

Tous ensemble ?

Quelle sera la suite ? L'initiative est venue, en fin de manifestation, de la Confédération générale du travail. Elle qui aurait préféré un autre moment pour défilé a convié les manifestants « à descendre ensemble dans la rue », à Orléans, avec d'autres entreprises du Loiret. Y aura-t-il, à ce moment, une intersyndicale. Peut-être... À Pithiviers, les revendications sont, en tout cas, similaires chez Steco Power et Reliures Brun : pour la préservation des emplois et d'usines françaises dans le Pithiverais, contre des « actionnaires qui s'en foutent » ou le « patron voyou ». ■

■ REPÈRES

Reliures Brun. L'entreprise de 115 salariés devait passer devant le tribunal de commerce de Nanterre cette semaine. Le rendez-vous a été annulé. Les 186 employés de Steco Power en sauront plus le 14 novembre.